

Commission des relations de travail de l'Ontario

EN RELIEF

Rédacteurs : Voy Stelmaszynski, avocat
Leonard Marvy, avocat

Janvier 2008

MODIFICATION DU PROCESSUS DE REQUÊTE EN VERTU DE LA LOI DE 2000 SUR LES NORMES D'EMPLOI

La Commission a modifié ses règles de procédure relatives au traitement des requêtes de révision en vertu de la *Loi de 2000 sur les normes d'emploi*. En conséquence de la modification, qui a pris effet le 1^{er} janvier 2008, le requérant devra d'abord remettre sa requête dûment remplie et accompagnée des documents à l'appui à l'autre partie ou aux autres parties ainsi qu'au directeur des normes d'emploi, avant d'en faire le dépôt auprès de la Commission. Ce changement vient simplifier les tâches administratives de la Commission et harmoniser les processus liés à la LNE avec ceux de toutes les autres requêtes, lesquels exigent la remise par les parties elles-mêmes.

RÉDUCTION DE LA TPS

Nous rappelons aux parties aux renvois de griefs dans l'industrie de la construction que la réduction de la taxe sur les produits et services du gouvernement fédéral est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Les formulaires et modalités de paiement de la Commission ont été ajustés en conséquence.

Résumés de décisions

Sont résumées ci-dessous certaines décisions rendues par la Commission des relations de travail de l'Ontario en décembre 2007. Ces décisions paraîtront dans le numéro de novembre-décembre des *Reports* de la Commission. Le texte intégral des décisions rendues récemment peut être consulté sur le site Web de l'Institut canadien d'information juridique, à http://www.ijcan.org/index_fr.html.

Accréditation – Industrie de la construction – Pratique et procédure – Lorsque l'intimé allègue spécifiquement que des déclarations inappropriées ont été faites par les représentants du requérant au cours de la collecte de la preuve d'adhésion, les règles de la Commission exigent que le requérant soit avisé des dates, heures et lieux des déclarations présumées, sans toutefois requérir la divulgation du nom des personnes devant lesquelles les déclarations alléguées ont été faites – La requête suit son cours

HILLSIDE SOD LTD.; RE UNIVERSAL WORKERS UNION, LIUNA, LOCAL 183; File No. 1966-07-R; Dated December 5, 2007; Panel: Harry Freedman (3 pages)

Accréditation – Industrie de la construction – Preuve d'adhésion – Motion prima facie – Pratique et procédure – Scrutin de représentation – Pratiques déloyales de travail – L'entreprise alléguait que, au moment de la signature des cartes d'adhésion, les employés étaient perplexes et/ou avaient été induits en erreur, et ils ne se rendaient pas compte de la

nature du document ni de l'utilité des cartes d'adhésion – Primo, la Commission constate que les allégations, même avérées, n'enfreignent pas l'art. 5 (cet article ne peut être violé); l'art. 15 (aucun détail concernant l'ascendant de l'employeur); l'art. 70 (un syndicat n'est pas une « personne » et, n'agissant pas à titre d'« employeur », il ne peut enfreindre la disposition); ou encore l'art. 76 (il n'y a pas eu « menace ou contrainte ») – La Commission rejette donc la plainte en vertu de l'art. 96 – Secundo, la Commission estime que cette situation pourrait donner lieu à l'exercice du pouvoir discrétionnaire de la Commission d'ordonner la tenue d'un scrutin aux termes de l'al. 128.1 (13) b), même si le syndicat recueillait une preuve d'adhésion équivalant à un appui de plus de 55 %; elle rejette donc la motion prima facie du syndicat sur ce point – Enfin, la Commission refuse d'ordonner la divulgation des déclarations des employés, puisque ces déclarations sont protégées par un privilège relatif à un litige (collecte de renseignements par l'avocat de l'entreprise sur ce que les employés faisaient à la date de la requête), et que le maintien de l'équilibre entre des intérêts divergents mène également à cette conclusion – Autrement dit, puisqu'on n'allait accorder que peu ou pas d'importance aux renseignements contenus dans les déclarations (réunies de trois à cinq semaines après la date de la requête), le risque de nuire à la procédure contradictoire (en ordonnant la divulgation) l'emporte sur toute valeur potentielle de ces déclarations – Plainte pour pratiques déloyales de travail rejetée – La requête en accréditation suit son cours

PEDERSEN CONSTRUCTION INC.; RE UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA, LOCAL 2486; File Nos. 2539-06-R; 2648-06-U; Dated December 4, 2007; Panel: Mark J. Lewis (13 pages)

Entrepreneur dépendant – Employé – Normes d'emploi – Le requérant demandait le réexamen du refus de rendre une ordonnance de paiement, invoquant qu'il était un employé de l'entreprise, et non un sous-traitant – La Commission constate que le contrat de sous-traitance commercial intervenu entre le requérant et l'employeur n'éclaire aucunement la nature véritable de leur lien : tout ce que le requérant apporte à la relation est sa main-d'œuvre en qualité de concierge; il n'a fait aucune promotion pour décrocher l'emploi; il n'a pour ainsi dire pas participé à la formulation des modalités (y compris le montant non négociable du salaire mensuel) énoncées au contrat; de plus, il n'utilise pas son propre équipement ni ses fournitures – Invoquant l'affaire *Clara-Ester Cleaning Services*, la Commission

rappelle que la Loi a pour but de protéger les personnes qui, à l'instar du requérant, sont dénuées du pouvoir de négocier et dans une situation de dépendance économique à l'égard de l'employeur – La Commission juge que le requérant est un employé au sens de la *Loi sur les normes d'emploi* – Requête accueillie

SUPERIOR-1 CLEANING SERVICES LTD.; RE HOSSEIN MOHAMMADI and THE DIRECTOR OF EMPLOYMENT STANDARDS; File No. 0109-07-ES; Dated December 6, 2007; Panel: Patrick Kelly (7 pages)

Droit de négocier – Industrie de la construction – Ingérence de l'employeur – Révocation – L'employeur était accrédité dans les deux secteurs (ICI et non ICI) de l'industrie de la construction – L'employeur reconnaissait que les employés avaient pu l'entendre exprimer sa déception relativement au syndicat – Deux requêtes en révocation du droit de négocier avaient été déposées par un employé – La première avait été déposée 5 mois après l'accréditation du syndicat; la seconde, exactement 6 mois après cette accréditation – Le syndicat alléguait que les deux requêtes avaient subi l'influence de l'employeur aux termes du par. 63 (16) de la Loi – En s'appuyant sur l'affaire *Tenaquip Ltd.*, la Commission relève qu'une preuve présomptive peut suffire pour conclure à l'ingérence de l'employeur – La Commission estime qu'il y a eu ingérence de l'employeur relativement à la première requête en révocation, car : 1) il avait exprimé sa déception relativement au syndicat devant ses employés; 2) il avait informé ses employés de la possibilité de déposer une requête en révocation; 3) il avait signé la pétition déposée à l'appui de la première requête; 4) il avait même pu participer à la diffusion de la pétition – La Commission tient également compte du fait que les employés avaient été payés pour le temps qu'ils avaient consacré à l'expédition de la requête par la poste – La Commission juge en outre que l'employeur a fait preuve d'ingérence relativement à la seconde requête en révocation, car l'employé n'a pu expliquer : 1) comment la requête et la deuxième pétition avaient été ébauchées; 2) comment la requête avait été envoyée au syndicat et à la Commission; 3) pourquoi l'envoi de la seconde requête avait été aussi rapproché de celui de la première, laquelle était, par ailleurs, hors délai – Requête rejetée

SWING N SCAFF INC.; RE CARON, UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA, LOCAL 93; File Nos. 0003-07-R; 0399-07-R; Dated December 11, 2007; Panel: Caroline Rowan (11 pages)

Accréditation – Industrie de la construction – Intervenant – Qualité

– Par cette requête en accréditation visant tous les employeurs des employés qui construisent des coffrages de béton, les parties à la convention collective de la Fraternité des charpentiers et menuisiers dans le secteur ICI, qui construisent également des coffrages de béton, demandaient la qualité d'intervenants – Selon la Commission, les intervenants ne peuvent être légalement liés par la procédure d'accréditation, puisque l'ordonnance d'accréditation ne concerne que les employeurs auxquels l'intimé est lié par une convention collective; de plus, si un employeur est lié tant par la convention des intervenants dans le secteur ICI que par la convention conclue par les requérants et les intimés, une ordonnance d'accréditation n'enlèverait rien au droit de négocier des intervenants et n'ajouterait rien non plus au droit de négocier de l'intimé – La Commission est également d'avis que cette procédure d'accréditation ne renferme rien de particulier ou d'exceptionnel qui justifierait que la Commission exerce son pouvoir discrétionnaire pour accorder la qualité d'intervenant à des parties n'ayant aucun intérêt légal dans l'affaire – Qualité refusée – Motion des requérants accueillie

THE ONTARIO FORMWORK ASSOCIATION; RE THE FORMWORK COUNCIL OF ONTARIO; RE CARPENTERS EMPLOYER BARGAINING AGENCY; RE CARPENTERS' DISTRICT COUNCIL OF ONTARIO, UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA; File No. 0848-07-R; Dated December 4, 2007; Panel: Harry Freedman (10 pages)

Normes d'emploi – Règlement – L'employée (qui faisait partie des trois codéfendeurs dans le cadre d'une action civile intentée par l'employeur, alléguant une rupture de contrat, un complot et un vol) avait signé un affidavit à l'appui d'une motion de l'action civile invoquant le fait que l'employeur avait fait opposition à son dernier chèque de paie – Les parties étaient au courant de la plainte déposée par l'employée en vertu de la LNE lors du règlement de la poursuite, et les trois défendeurs avaient signé une renonciation standard « à toute réclamation » concernant l'objet du dossier du tribunal – L'employeur prétend que l'employée ne pouvait déposer de plainte en raison de l'art. 98 et parce qu'elle avait déjà reçu une certaine somme en vertu du règlement – Premièrement, la Commission juge qu'une requête interlocutoire déposée par un défendeur dans le cadre d'une action civile ne constitue pas le début d'une instance civile et, en

conséquence, n'interdit pas à l'employée de déposer une plainte aux termes de l'art. 98 – Deuxièmement, la renonciation ne renvoie pas spécifiquement à la LNE, comme elle aurait facilement pu le faire, étant donné que les parties étaient au courant de la plainte – Par conséquent, la renonciation ne fait aucunement obstacle au dépôt de la plainte de l'employée – Requête rejetée – Ordonnance de paiement confirmée

TOTAL DEBT FREEDOM INC.; RE REBECCA DAVIS AND DIRECTOR OF EMPLOYMENT STANDARDS; File No. 1434-07-ES; Dated December 20, 2007; Panel: Patrick Kelly (4 pages)

Unité de négociation – Accréditation – Employé

– Le syndicat souhaitait l'accréditation de tous les étudiants diplômés inscrits qui étaient employés à titre de bénéficiaires d'une bourse d'assistant de recherche (BAR) – Cette bourse constitue une forme de financement accordée à certains étudiants diplômés – Les étudiants diplômés qui reçoivent une BAR sont tenus de travailler de concert avec un professeur dans le cadre d'un projet de recherche précis, pendant au plus 10 heures par semaine – L'employeur soutenait que le travail effectué dans le cadre d'une BAR avait une valeur éducative et ne se distinguait aucunement du travail effectué en vue d'une thèse, tandis que le syndicat prétendait que le travail lié à une BAR, n'étant pas accompli en vue de la propre thèse de l'étudiant, représentait une certaine valeur pour Western et constituait de l'emploi – La Commission ne voit aucune différence entre les tâches et activités qu'un étudiant diplômé effectue normalement en rapport avec une BAR et celles qu'il exécute dans le cadre des études supérieures – Enfin, la Commission relève que, même si les étudiants diplômés peuvent être employés par Western pour l'exécution de certains travaux, le travail accompli dans le cadre d'une BAR n'instaure pas de lien d'emploi – Unité de négociation non appropriée – L'affaire suit son cours

UNIVERSITY OF WESTERN ONTARIO; RE PUBLIC SERVICE ALLIANCE; File No. 0413-06-R; Dated December 6, 2007; Panel: Ian Anderson (13 pages)

Accréditation – Industrie de la construction – Pratique et procédure

– Dans le cadre d'une requête en accréditation fondée sur les cartes d'adhésion, l'employeur avait déposé sa réponse avec un retard de plus de deux semaines, invoquant que la langue maternelle du propriétaire n'était pas l'anglais et que celui-ci ne comprenait pas la teneur des documents – La

Commission exerce son pouvoir discrétionnaire pour autoriser le dépôt tardif des documents de l'employeur concernant l'un des points (à savoir si deux personnes étaient des entrepreneurs indépendants), mais elle refuse son autorisation concernant l'autre point (à savoir si l'employeur peut ajouter quelqu'un à la liste) – En ce qui touche le premier point, la Commission estime que le retard n'entraîne pas de préjudice important pour le syndicat, puisque le renseignement – nature du lien – n'est pas soumis à une contrainte de temps; en revanche, s'agissant du dernier point, à savoir si quelqu'un était au travail le jour de la requête, le retard de l'employeur est susceptible d'entraîner un préjudice important pour le syndicat – L'affaire suit son cours

VICTOR CHADI o/a VICTOR HUGO DRYWALL; RE DRYWALL ACOUSTIC LATHING AND INSULATION LOCAL 675, UNITED BROTHERHOOD OF CARPENTERS AND JOINERS OF AMERICA; File No. 1343-07-R; Dated December 3, 2007; Panel: Mark J. Lewis (6 pages)

Congédiement en raison d'activités syndicales – Redressement provisoire – Pratiques déloyales de travail – L'employeur avait congédié 45 des employés ayant le moins d'ancienneté, en raison d'une baisse de demande chez son seul client – L'employeur avait d'abord dit à ses employés qu'ils seraient rappelés au travail suivant l'ordre d'ancienneté – Puis, l'employeur avait déclaré aux employés que le congédiement serait permanent – Quelque huit mois plus tard, l'employeur avait rappelé trois employés – Le syndicat soutenait qu'un des employés congédiés, un organisateur syndical connu, n'avait pas été rappelé suivant le critère d'ancienneté – Le syndicat aurait voulu obtenir la réintégration provisoire, aux termes de l'art. 98 de la Loi, des 45 employés congédiés, suivant les besoins de l'employeur et le critère d'ancienneté – Selon l'employeur, le congédiement avait duré plus de 13 semaines, et les trois personnes en cause étaient des travailleurs récemment embauchés – La Commission s'appuie sur le fait que, à ce moment-là, le syndicat ne sollicitait pas activement d'appui sous forme de cartes d'adhésion et ne projetait pas de scrutin de représentation dans un avenir rapproché – La Commission est d'avis que le syndicat n'en était pas à un stade particulièrement vulnérable d'une campagne visant à obtenir le droit de négocier – La Commission n'est pas convaincue que le redressement soit nécessaire pour prévenir un préjudice irréparable; en conséquence, la requête du syndicat ne répond pas à la condition énoncée

à la disposition 3 du par. 98 (2) de la Loi – Redressement provisoire refusé

**INTERNATIONAL UNION UNITED
AUTOMOBILE, AEROSPACE AND
AGRICULTURAL IMPLEMENT WORKERS OF
AMERICA (UAW-CLC);** RE WALLACEBURG
PREFERRED PARTNERS CORP.; File No. 2008-
07-M; Dated December 3, 2007; Panel: Ian
Anderson (5 pages)

Procédures en instance

Révision judiciaire – Normes d'emploi – La Commission avait jugé que l'employé ne s'était pas rendu coupable d'inconduite délibérée, d'insubordination ou de négligence volontaire en service – Après un changement de superviseur qui avait mené à une modification de la politique de l'entreprise, l'employé avait cru qu'il pouvait continuer à vendre des convertisseurs catalytiques usagés sans garantie, à son propre avantage – La Commission avait conclu que le congédiement avait été causé par un malentendu; elle avait accueilli l'appel de l'employé et ordonné à l'employeur de lui verser une indemnité de licenciement – En révision judiciaire, la Cour juge que la Commission avait eu raison d'en venir à ses conclusions en fonction de la preuve – Requête rejetée

ONTARIO LIMITED o/a OAKVILLE HONDA; RE CREYOS BATCHELOR AND OLRB; File No. 0784-06-ES; (Court File No. 152/07); Dated December 3, 2007; Panel: Carnwath, Pierce and Hackland JJ (1 page)

Obligation du syndicat d'être impartial dans son rôle de représentant – Révision judiciaire – Autorisation d'en appeler refusée

STEPHANE VERREAULT; RE OLRB; RE TEAMSTERS LOCAL UNION 419, UA LOCAL 787; File No. 0840-05-U (Court File No. M35292) Dated December 5, 2007; Panel: Blair; Juriansz and LaForme JJ (1 page)

Les décisions énumérées dans le présent bulletin seront publiées dans les *Reports* de la Commission des relations de travail de l'Ontario. On peut consulter la version préliminaire des *Reports* à la Bibliothèque des tribunaux du travail de l'Ontario, 7^e étage, 505, avenue University, à Toronto.

Procédures en instance

Intitulé et n° du dossier de la Cour	N° du dossier de la Commission	Stade de traitement de l'affaire
Ottawa-Carleton Public Employees Union (CUPE), Local 503 v. City of Ottawa et al Divisional Court No. 423/07	1386-06-R	En cours
Dev Misir v. Muluneshi F. Agago et al Divisional Court No. 281/07	0769-06-ES	En cours
Dr. Oliver Bajor v. OLRB Divisional Court No. 258/07	0353-06-ES	En cours
1257707 Ont. Ltd. o/a Oakville Honda v. Creyos Batchelor & OLRB Divisional Court No. 152/07	0784-06-ES	Rejetée – 3 décembre 2007
Jacobs Catalytic Ltd. v. IBEW Local 353 et al Divisional Court No. 117/07	3737-05-U	10 janvier 2008
Dana Horochowski v. OECTA; York Catholic DSB Divisional Court No. 93/07	1115-04-U	En cours
Hurley Corporation v. OLRB; SEIU L. 2.on Divisional Court No. 23/07	2915-06-R	En cours
Janet Kitson v. OLRB et al Divisional Court No. 492/06	4205-02-U	En cours
Johnson Controls Ltd. v. Brookfield Lepage Divisional Court No. 406/06	1634-04-R	Ajournée – sine die
Abduraham, Abdoulrab v. Novaquest Finishing Divisional Court No. 327/06	2222-04-ES, 2223-04-ES, 2224-04-ES	Rejetée – 13 août 2007 Requête en autorisation d'en appeler à la C. A.
City of Hamilton v. Carpenters, Local 18 Divisional Court No. 209/06	1785-05-R	En cours
Gus Nedelkopoulos v. OLRB Divisional Court No. 78978/06 NEWMARKET	1838-05-U 2644-05-U	10 mars 2008
Maystar General Contractors Inc. v. IUPAT, Local 1819 Divisional Court No. 481/06 Court of Appeal No. C47489	0812-06-R	Cour d'appel 25 mars 2008
Stephane Verreault v. UA Local 787 & Teamsters Local 419 Divisional Court No. 71/07 Motion to Leave No. M35292	0840-05-U	Autorisation d'en appeler – Rejetée – 5 décembre 2007